

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 19/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SCEA BALUSSON**

LA VILLE JEHAN  
22210 Plumieux

Code AIOT : 0052204603

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/08/2025 dans l'établissement SCEA BALUSSON implanté LA VILLE JEHAN 22210 Plumieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA BALUSSON
- LA VILLE JEHAN 22210 Plumieux
- Code AIOT : 0052204603
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ICPE agricoles soumises à autorisation.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Suivi station de traitement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                       | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1  | Respect des effectifs animaux ou de la production | Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 2,3 | Demande d'action corrective  | 3 mois                |

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                           | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
|    | d'azote du dossier   |   |  |                       |
| 3  | Respect mise en demeure  | Arrêté Préfectoral du 06/12/2023, article 2       | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 7  | Obligation de traiter ou d'exporter l'azote issu des animaux d'élevage | Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 8,2.2.b | Mise en demeure, respect de prescription   | 3 mois                |
| 8  | Plan d'épandage  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d  | Demande d'action corrective  | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                     | Référence réglementaire                       | Autre information        |
|----|---------------------------------------|---|--------------------------|
| 2  | Déclaration annuelle des flux d'azote | Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2 | Sans objet               |
| 4  | Déclaration GERP                      | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45  | Sans objet               |
| 5  | Respect mise en demeure               | Arrêté Préfectoral du 06/12/2023, article 4   | Levée de mise en demeure |
| 6  | Respect mise en demeure               | Arrêté Préfectoral du 06/12/2023, article 3   | Levée de mise en demeure |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est nécessaire pour les exploitants de mettre en œuvre les moyens suffisants pour corriger les anomalies constatées, lors de cette inspection.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 2,3   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'effectif annuel moyen en reproducteur est fixé à 1960 truies<br>La production annuelle en porcelets est fixée à 43800 animaux.<br>La production annuelle en porcs charcutiers est fixée à 16956 animaux |
| <b>Constats :</b><br><br>Non conforme  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>   |

|  |
|--|
| Les exploitants doivent respecter l'ensemble des obligations réglementaires sur leurs productions annuelles autorisées, notamment pour les effectifs truies. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

**N° 2 : Déclaration annuelle des flux d'azote**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>PAR7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole<br>située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées.<br>En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. |
| <b>Constats :</b><br><br>Conforme  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 3 : Respect mise en demeure**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2023, article 2   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, unité de traitement   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>les articles 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 2016, susvisé, sur les volumes et modalités de traitements des lisiers |
| <b>Constats :</b><br><br>Non conforme  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Les exploitants doivent respecter les volumes entrants dans leurs unités de traitements des lisiers.               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

**N° 4 : Déclaration GERP**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Emission d'ammoniac                                |

|  |
|--|
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |
| L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. |
| <b>Constats :</b>  |
| Conforme   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 5 : Respect mise en demeure**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2023, article 4  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |
| l'article 13 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que l'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie. Toute réserve d'eau ou ouvrage alternatif mis en place devra être réceptionné par le SDIS des Côtes d'Armor, sur sollicitation expresse du propriétaire |
| <b>Constats :</b>   |
| Conforme  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure   |

**N° 6 : Respect mise en demeure**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2023, article 3  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 16   |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |
| Couvrir la fosse à lisier. À cet effet, il est possible d'utiliser une des techniques suivantes: 1. couverture rigide; 2. couvertures souples; 3. couvertures flottantes, telles que: - balles en plastique; - matériaux légers en vrac; - couvertures souples flottantes; - plaques géométriques en plastique; - couvertures gonflables; - croûte naturelle; - paille. |
| <b>Constats :</b>   |
| Conforme  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure   |

**N° 7 : Obligation de traiter ou d'exporter l'azote issu des animaux d'élevage**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 8,2.2.b |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |

|   |
|---|
| <p>toute exploitation, quelle que soit sa forme ou sa structure juridique, dont l'un des sites d'élevage est situé dans une commune classée en zone d'excédent structurel au titre des articles R.211-81-1-III et V du code de l'environnement et produisant annuellement une quantité d'azote issu des animaux élevés sur l'ensemble de ses sites supérieure à 25 000 kg (uN), a l'obligation de traiter ou d'exporter la quantité d'azote excédentaire de l'exploitation qui ne peut être épandue, dans le respect de l'équilibre de la fertilisation, sur ses terres exploitées en propre ou sur des terres mises à disposition dans la limite maximum de 25 000 kg (seuil correspondant à l'azote organique pouvant être épandu sur le total des surfaces des terres exploitées en propre et des terres mises à disposition).</p> <p>L'obligation de traitement et/ou d'exportation ne s'applique pas aux exploitations dont les surfaces exploitées en propre sont suffisantes pour permettre l'épandage des effluents bruts dans le respect de l'équilibre de la fertilisation azotée. Le suivi des effluents traités ou exportés, quant à leur composition, leur destination, et leur utilisation, est précisé dans les dossiers de demande d'enregistrement ou d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans le cas des exploitations concernées par l'obligation d'exportation ou de traitement, les quantités exportées (sous forme d'effluents bruts ou normés) doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zones d'excédent structurel (annexe 9) et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages, mentionnés au 8° du II de l'article L211-3 et définis par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt (annexe 10) du fait de la faible pression d'azote organique sur ce territoire.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Non conforme</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les exploitants doivent respecter leurs obligations en matière de traitements des effluents, conformément au programme d'action.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>  |

#### N° 8 : Plan d'épandage

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées, les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Non conforme</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Bien qu'un dossier est été déposé depuis, pour la mise à jour du plan de gestion des effluents, il</p>   |

est rappelé aux exploitants leurs obligations de respecter leurs obligations réglementaires en matière de gestion des lisiers.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois